



PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture  
Direction de la Coordination  
et de l'Appui Territorial

## ARRÊTÉ

n° 2020-DCAT-BEPE - 63 du 6 MARS 2020

**imposant une surveillance environnementale à la Compagnie des Cristalleries de Saint-Louis implantée sur le territoire de la commune de Saint-Louis-lès-Bitche**

LE PREFET DE MOSELLE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

**Vu** le Code de l'Environnement le Titre 1er du Livre V, relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale

**Vu** l'arrêté DCL n° 2018-A-16 du 10 avril 2018 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier DELCAYROU, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2006-DEDD/IC-424 du 29 décembre 2006 imposant à la Compagnie des Cristalleries de Saint-Louis un diagnostic des sols superficiels en dehors du site vis-à-vis des retombées de plomb et d'arsenic, une étude de caractérisation complémentaire du plomb dans l'environnement et des analyses comparatives de plantes et de poissons ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2008-DEDD/IC-48 du 15 février 2008 prescrivant à la Compagnie des Cristalleries de Saint-Louis des mesures complémentaires visant à la mise à jour des conditions d'exploitation de son établissement situé sur le territoire de la commune de Saint-Louis-lès-Bitche, et à la fourniture d'informations visant à évaluer la maîtrise du risque sur le site ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2011-DLP/BUPE-282 du 27 juillet 2011 imposant à la Compagnie des Cristalleries de Saint-Louis la mise en œuvre de mesures de surveillance environnementale pour ses installations situées sur la commune de Saint-Louis-lès-Bitche ;

**Vu** les résultats des campagnes de surveillance dans l'environnement effectuées en 2017 et 2018 ;

**Vu** le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargée de l'Inspection des Installations Classées en date du 5 février 2020 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté le 12 février 2020 à la connaissance de la Compagnie des Cristalleries de Saint Louis ;

**Vu** l'absence d'observation formulée par la société susmentionnée ;

**CONSIDERANT** que les résultats des mesures déjà obtenus montrent qu'il est pertinent de poursuivre la surveillance dans la matrice air ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :** Surveillance de l'impact sur l'environnement

L'exploitant met en œuvre autour de son usine une surveillance dans l'environnement du plomb.

### **Article 1.1 :** Points de prélèvements et mesures à réaliser

Les points de prélèvement et mesures à réaliser sont précisés dans les tableaux suivants :

Station suivi	localisation	Orientation /site	Type de prélèvements	Polluants à mesurer	Fréquence des mesures
Station 1	5 rue Principale Saint-louis-lès-Bitche	ouest	- PM10	Pb	2 campagnes par an :  1 campagne en période estivale et une campagne en période hivernale, lorsque les conditions de fonctionnement des installations de la cristallerie sont représentatives des conditions normales de fonctionnement  Durée de chaque campagne de mesures :  <u>PM10</u> : 14 jours minimum et 28 jours ± 2 jours dans le cas où la valeur de 0,5 µg/m <sup>3</sup> est dépassée ;  <u>Retombées</u> : 30 jours ± 2 jours
Station 3	1 rue de Lemberg Saint-louis-lès-Bitche	est/nord-est	- retombées atmosphériques	Pb	
Station 6'	9 rue de Bellevue Saint-louis-lès-Bitche	ouest			
Station 7	2 vallée des Etangs Saint-louis-lès-Bitche	nord-ouest			
Station 4 - témoin	21 rue de Sarreguemines Lemberg	nord-est			

### **Article 1.2. :** Modalités de surveillance

L'exploitant s'assure que les prélèvements dans l'air respectent les préconisations du guide INERIS de surveillance dans l'air autour des installations classées – novembre 2016.

Il s'assure également de la bonne répartition sur l'année des campagnes de mesures pour être représentatives des diverses conditions climatiques et activités anthropiques.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche.

Les rapports d'analyse mentionnent en ce qui concerne les matrices investiguées les taux d'exposition sous les vents provenant de l'usine.

Les résultats sont interprétés et commentés par l'exploitant sur la base des valeurs réglementaires (notamment fixées à l'article R. 221-1 du Code de l'Environnement), des valeurs de référence ou des valeurs de bruit de fond actualisées.

Au vu des résultats de mesures obtenus ou de l'évolution de l'activité de la cristallerie, la surveillance peut être revue et renforcée à l'initiative de l'exploitant, de l'Inspection des Installations Classées ou du Préfet. A ce titre, l'Inspection des Installations Classées et le Préfet peuvent faire procéder à des mesures supplémentaires de surveillance environnementale telles que prévues dans le présent arrêté, et ce, aux frais de l'exploitant.

### **Article 1.3. : Transmission des résultats de la surveillance environnementale**

Les bilans des mesures réalisées à transmettre deux mois après la fin de chaque campagne à l'Inspection des Installations Classées contiennent les informations suivantes :

- pour chaque campagne, le nom du laboratoire externe ou interne ayant procédé aux prélèvements, analyses et mesures ;
- les normes de mesures, prélèvements et analyses utilisées ;
- la durée de chaque prélèvement ;
- les conditions météorologiques pendant les prélèvements et, pour chaque point de mesure,
- les taux d'exposition sous les vents de la cristallerie ;
- les conditions de fonctionnement de la cristallerie pendant les prélèvements ;
- les résultats de l'ensemble des campagnes de surveillance opérées en application des arrêtés en vigueur ;
- une interprétation des résultats.

### **Article 2 : Délais et voies de recours**

En application de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement :

« Les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.»

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent désormais déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

### **Article 3 : Publicité**

Le présent arrêté est déposé à la mairie de la commune de Saint-Louis-lès-Bitche pour y être consulté.

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui fondent la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant un mois au moins dans la mairie de la commune susvisée, dont procès-verbal sera établi par le maire de la commune susvisée et adressé par ses soins à la préfecture.

Le même extrait est publié sur le site internet de la Préfecture de la Moselle pendant quatre mois au moins.

**Article 4 :** Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle, Monsieur le maire de Saint-Louis-lès-Bitche, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à la Compagnie des Cristallerie de Saint-Louis ainsi qu'à Monsieur le sous-préfet de Sarreguemines.

Fait à Metz, le 6 MARS 2020  
Le Préfet  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

  
Olivier DELCAYROU